

C'est là la cause du retard et je ne crois pas que l'on ait raison de retarder plus longtemps le paiement du prix d'achat.

M. SPENCER: Le ministre pourrait-il nous donner quelques renseignements relativement à cet intérêt de 5 p. 100 sur l'hypothèque de \$400,000?

L'hon. H. A. STEWART: Il s'agit de l'édifice Winch acheté par l'ancien gouvernement et grevé d'une hypothèque. Nous payons maintenant l'intérêt sur cette hypothèque.

(Le crédit est adopté.)

Edifices publics en général.—Fermes expérimentales, remplacements, réparations, améliorations, etc., \$50,000.

L'hon. M. MOTHERWELL: Si l'on tient compte du fait que le présent Gouvernement a annoncé qu'il allait faire des choses merveilleuses pour faciliter le développement de l'agriculture, cette diminution de \$100,000 à \$50,000 semble un bien malheureux exemple de cette attitude énergique. Cela est d'autant plus apparent que je constate que le premier ministre aurait dit, d'après le *Telegraph-Journal* de Saint-Jean, le 3 juillet, qu'il regardait comme l'une de ses plus grandes obligations, s'il était élu, de donner à l'agriculture tout l'appui et toute la puissance collective de notre pays. Je crois que nous avons ici un bien pauvre exemple de cette puissance dans le fait que le crédit de \$100,000 est réduit à \$50,000. Je suppose que ce crédit comprend aussi la construction des nouveaux édifices?

L'hon. H. A. STEWART: Non, il s'agit simplement des réparations ordinaires.

L'hon. M. MOTHERWELL: C'est le crédit régulier, mais le montant en est irrégulièrement petit. Il s'agit d'environ vingt-cinq fermes, y compris les fermes où l'on cultive du tabac, et je suis certain que le ministre de l'Agriculture que je vois à sa place aurait fort bien pu utiliser les \$50,000 pour tenir ces fermes en bon ordre pendant l'année qui s'en vient. Il est parfois plus facile de faire passer deux petites bouchées qu'une seule grosse. On l'a souvent constaté dans le passé et je voudrais conseiller au ministre d'inclure une deuxième bouchée dans les crédits supplémentaires. Je suis certain que ce serait là une bonne contribution au régime des fermes d'expérimentation si bien administrées depuis huit ou dix ans.

M. DUFF: Quelle somme a-t-on dépensée l'année dernière?

L'hon. H. A. STEWART: Pendant que l'on s'occupe de trouver le renseignement désiré par l'honorable député d'Antigonish-Guysborough je puis dire seulement que cette réduction n'entravera pas l'extension du pro-

gramme agricole que l'on pourra adopter. Ce crédit est destiné à payer les réparations et les améliorations de peu d'importance qui peuvent s'imposer de temps à autre. Je crois que cette somme suffira à nos besoins pendant l'année courante.

L'hon. M. MOTHERWELL: C'est un mauvais commencement.

L'hon. H. A. STEWART: Je le regrette, mais le fonctionnaire m'informe qu'il n'a pas le renseignement demandé concernant la somme dépensée l'année dernière. Cependant, nous pouvons l'avoir.

(Le crédit est adopté.)

M. HANBURY: Relativement aux édifices militaires je désire attirer l'attention du ministre sur la situation à Vancouver. Il la connaît probablement très bien. Je ne me propose pas de critiquer la dépense qu'il se propose de faire cette année en louant le bâtiment pour l'exposition de chevaux qu'on utilise maintenant, mais je trouve le prix du loyer exorbitant. La chose ne peut pas être évitée maintenant, mais je crois qu'il faut absolument que le Gouvernement étudie toute la situation au sujet des services militaires à Vancouver. Le Gouvernement paye présentement \$9,000 pour le bâtiment servant à l'exposition de chevaux et j'ai appris que le prix d'achat de cette bâtisse était environ de \$25,000 à \$27,000. Il n'y a pas d'autre bâtiment convenable à Vancouver dans le moment. Maintenant, il y a pour environ une valeur de \$400,000 à \$500,000 en matériel militaire entreposé dans ce bâtiment. Le local serait très dangereux en cas d'incendie, et si le Gouvernement a l'intention de continuer d'améliorer les établissements militaires, il ferait bien d'étudier la possibilité de construire un arsenal, de capitaliser la somme qu'on verse actuellement et d'éviter le risque que court le matériel placé là. Je prie le ministre d'examiner la chose sérieusement. A présent nous avons d'autres services militaires qui sont mal logés. Avec le système actuel de location, il est presque impossible pour eux d'améliorer leur état et je répète que, si l'on veut maintenir ces services, le Gouvernement devrait les doter des commodités voulues que justifient les efforts des officiers et soldats concernés. On devrait leur donner des locaux plus convenables que ceux qu'ils ont actuellement.

L'hon. H. A. STEWART: Ce bail date de plusieurs années. Je remercie l'honorable député de son renseignement qu'on examinera. Je voudrais pouvoir faire adopter cet item, ce soir, si possible.

M. NEILL: Je tiens à signaler le mauvais état de l'hôpital Shaughnessy, qui est un bâtiment dangereux, au point de vue du fe-